

PSA : des résultats commerciaux qui contredisent le discours faussement alarmiste de la direction

Communiqué de presse de la CGT PSA
10/01/2013

PSA vient d'annoncer ses ventes mondiales : 2 965 000 véhicules vendus en 2012 contre 3 549 000 en 2011 soit une baisse de 584 000 véhicules (-16,4 %).

Des raisons politiques et non économiques expliquent cette baisse :

Les ventes de PSA en Iran représentaient près de 458 000 véhicules en 2011.

C'est donc bien la décision imposée à PSA par les pouvoirs publics de lui interdire de vendre des voitures en Iran qui explique principalement la baisse des ventes (les 3/4 de la baisse des ventes).

Sans cette interdiction, PSA aurait vendu 3 415 000 véhicules en 2012 soit une légère baisse de seulement 3.7 % par rapport à 2011, une des meilleures années de ventes.

En pleine crise économique, sans aucune prime à la casse, avec une baisse de 3.7 %, PSA est loin d'être dans une situation catastrophique, bien au contraire.

Au passage, la CGT note que les pouvoirs publics savent intervenir dans les affaires commerciales d'une société 100 % privé. Pourquoi ne pourraient-ils pas intervenir dans le domaine social en interdisant à PSA de licencier et de fermer une usine ?

Pour la CGT, les résultats commerciaux confirment qu'il n'y a aucune justification à ce que PSA maintienne son plan de 11 200 suppressions d'emplois pour passer de 67 000 salariés en mai 2012 à 56 000 salariés en juillet 2014 et en fermant l'usine d'Aulnay.

La CGT dénonce le discours de la direction de PSA qui cherche malgré la réalité à être alarmiste pour tenter de justifier l'injustifiable.

De toute façon quand on voit que PSA est capable de proposer plus de 340 000 € (négociable à la hausse) à Didier Porte pour quelques secondes à la radio dans un spot publicitaire, la direction démontre bien qu'il y a de l'argent dans les caisses.

Dans ce contexte, la politique du Gouvernement est scandaleuse en refusant de prendre ses responsabilités politiques. La CGT dénonce :

- Le silence honteux suite à l'aveu de PSA de vouloir supprimer non pas 8 000 emplois mais 11 200 à l'horizon mi- 2014. Où en est le « *reformatage à la baisse* » du plan Varin demandé par le Gouvernement et le Président de la République ?
- Son refus inacceptable d'intervenir dans les négociations en cours qui sont complètement bloquées.
- Les propos intolérables et irresponsables de M. Moscovici, Ministre de l'Economie, qui affirme que « *PSA devra aller plus loin* » dans les suppressions d'emplois.

Aulnay, le 9 janvier 2013

Jean-Pierre Mercier

DS CGT PSA Aulnay

DS Central adjoint CGT du groupe PSA